

Les assises de l'avenir

Par XAVIER RAUFER



PATRICK AFRAYE

Le 24 juin, se sont tenues à l'École militaire, à Paris, les 1^{res} Assises nationales de la recherche stratégique organisées par le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS), sur un thème crucial : "Anticiper les ruptures stratégiques" – c'est-à-dire éviter à la France et à l'Europe tout choc type 11-Septembre. De l'avis général, ces assises ont été un grand succès.

D'abord par la création même du CSFRS, due aux miracles de diplomatie et d'habileté de notre ami Alain Bauer, qui réussit en deux ans à concevoir et bâtir un édifice hier encore inconcevable, associant militaires et civils, la Justice et l'Intérieur, le privé et le public – avec pour seul projet de regarder devant, d'anticiper ; surtout de revivifier une pensée stratégique française un peu assoupie au fil des ans, à l'abri douillet du parapluie nucléaire.

D'où la nécessité d'un outil libérant la pensée stratégique française d'un modèle seulement informatique, dans lequel un phénomène n'est perçu que s'il est planifiable et calculable (résultat de cette vision bornée : le 11-Septembre, justement). Un outil permettant encore de penser les fragmentations planétaires et pallier le morcellement des disciplines concourant à la sécurité nationale. Un outil d'aide à la décision stratégique capable, enfin, d'assumer « *l'inhabituel et l'incalculable* » (formule de Martin Heidegger), d'explorer la face noire de la mondialisation et de parer à ses menaces.

Telles sont les ambitieuses missions du CSFRS, dans un monde où, désormais, l'hostilité entre les hommes se manifeste par des guerres civiles transnationales, provo-

quées par des tensions ethniques ou sécessionnistes ; ou encore par des fanatismes religieux ; ou enfin par des besoins en ressources.

Pour ne prendre ici que les "nouvelles menaces", les experts du CSFRS observent déjà que les guerres, en cours ou probables, ont et auront toujours plus une forme hybride, part "militaire", part criminelle ; que les grands trafics intercontinentaux s'accélèrent et s'aggravent : êtres humains, stupéfiants, armes, contrefaçons dangereuses, etc. ; que dans les mégapoles anarchiques d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, des mégagangs disputent le pouvoir aux fragiles autorités légales ; que surgissent des armées hybrides, terroristes et criminelles à la fois, mieux armées et mieux équipées que celles de bien des États, capables de tuer comme d'intimider et de corrompre ; que le cybercrime et la fraude identitaire rongent chaque jour un peu plus les économies et la finance légitime.

C'est tout cela que le CSFRS, outil au service d'un État de droit, doit

observer, analyser, comprendre – à temps – pour avertir, pour informer et former. Et ce n'est pas tout ! De graves enjeux du nucléaire, civil ou militaire, sont devant nous. L'innovation dans le monde économique, l'apparition incessante de nouvelles technologies ou disciplines (neurosciences, etc.) présentent autant de vulnérabilités que d'opportunités.

C'est d'ailleurs un souci européen. Aujourd'hui, le Conseil de l'Union européenne ébauche une stratégie de sécurité à l'échelle du continent. Or ce projet prévoit résolument de « *placer la prévention et l'anticipation en tête des priorités* ». Un excellent programme de travail pour le CSFRS.

L'outil d'aide à la décision stratégique qui nous manquait pour assumer "l'inhabituel et l'incalculable".